



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 113 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Additif

Quatrième rapport : Dispositions administratives concernant le Centre du commerce international CNUCED/OMC

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/52/25) et la note du Secrétariat (A/C.5/52/45) relatifs aux dispositions administratives concernant le Centre du commerce international CNUCED/OMC. Le rapport du Secrétaire général retrace les grandes étapes de l'évolution du Centre du commerce international (CCI) depuis sa création et donne les détails des modifications qu'il est proposé d'apporter aux dispositions administratives et budgétaires qui régissent l'examen, l'approbation et l'administration du budget-programme du Centre, ainsi que l'établissement des rapports sur son exécution. Le texte des accords concernant les dispositions administratives et financières du CCI est reproduit dans la note du Secrétariat. Lorsqu'il a examiné la question, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général et du Centre du commerce international. Au cours du printemps de 1998, à Genève, il a également procédé à des échanges de vues avec le Président et l'ancien Président du Comité du budget, des finances et de l'administration de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et avec les secrétariats de l'OMC et du CCI.

2. Comme il est indiqué au paragraphe 1 de la note du Secrétariat (A/C.5/52/45), l'Assemblée générale, dans sa

résolution 52/220 du 22 décembre 1997, a noté avec préoccupation que les arrangements conclus par le Secrétaire général avec le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce dans un échange de correspondance de septembre 1995 (E/1995/125, annexes I et II), ne lui avaient pas encore été communiqués et, à cet égard, elle a considéré que l'accord conclu entre les Secrétariats de l'ONU et de l'ancien GATT restait en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait examiné l'accord conclu entre l'ONU et l'OMC.

3. La gestion commune du CCI par le GATT et la CNUCED a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2297 (XXII) du 12 décembre 1967 et par les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Les organismes de tutelle – le GATT et la CNUCED – ont assuré la direction générale des activités du Centre par l'intermédiaire du Groupe consultatif commun CNUCED/GATT, ouvert à la participation des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de ces arrangements, le budget ordinaire du Centre était financé à parts égales par l'ONU et le GATT, le GATT s'occupait des questions administratives

et financières, et les comptes du Centre étaient vérifiés par les vérificateurs externes du GATT (A/C.5/52/25, par. 3).

4. Le statut juridique du Centre par rapport à l'ONU a été réexaminé en 1973 et 1974 et les nouvelles dispositions administratives et financières le concernant ont été approuvées par les Secrétariats de l'ONU et de l'ancien GATT et présentées à l'Assemblée générale. Aux termes de l'accord de 1974, le CCI est un organe subsidiaire à la fois de l'ONU (agissant par l'intermédiaire de la CNUCED) et du GATT (A/C.5/52/25, par. 4 et A/C.5/52/45, pièces jointes I et II).

5. Conformément à l'accord de 1974, le Centre applique le Statut et le Règlement du personnel ainsi que le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU et utilise les services d'appui de l'Office des Nations Unies à Genève. Ses comptes sont certifiés par le Contrôleur de l'ONU, vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU et présentés à l'Assemblée générale et au Conseil du GATT. Depuis 1995, c'est l'OMC qui exerce les fonctions du GATT.

6. Le 3 avril 1995, le Conseil général de l'OMC a prié son secrétariat de négocier avec le Secrétariat de l'ONU des arrangements budgétaires révisés concernant le CCI.

7. Le 29 septembre 1995, dans un échange de lettres sur les relations entre leurs deux organisations, le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'OMC sont notamment convenus que les arrangements et principes décrits dans le document de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 9 mars 1976 (A/AC.179/5) concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le GATT pourraient continuer à guider les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'OMC. En ce qui concerne le CCI, ils ont décidé de recommander aux organes intergouvernementaux de tutelle de confirmer et de reconduire avec l'OMC les arrangements régissant le statut du CCI en tant qu'organe commun, sous réserve des dispositions budgétaires révisées demandées par le Conseil général de l'OMC (A/C.5/52/45, pièce jointe VI). Le Conseil économique et social a pris note de la recommandation des chefs de secrétariat dans sa décision 1995/322 du 12 décembre 1995 (A/C.5/52/45, pièce jointe VII).

8. Le Comité consultatif note au paragraphe 9 du document A/C.5/52/25 que les dispositions budgétaires révisées demandées par le Conseil général de l'OMC pourraient être appliquées par le biais d'une série de mesures administratives et techniques sans que les clauses fondamentales de l'accord de 1974 soient remises en cause.

9. Aux paragraphes 10 à 12 du document A/C.5/52/25, le Secrétaire général propose de nouvelles dispositions pour

régir le processus d'établissement, d'examen et d'approbation du budget du Centre. Si ses propositions rencontrent l'agrément de l'Assemblée générale, le Secrétaire général recommande, au paragraphe 13 du document A/C.5/52/25, que celle-ci invite le Conseil général de l'OMC à accepter les dispositions en question et le calendrier proposé pour l'examen et l'approbation du projet de budget-programme du Centre et des rapports connexes sur l'exécution du budget.

10. La pièce jointe VIII au document A/C.5/52/45 présente sous forme de tableau les modifications que l'ONU propose d'apporter aux dispositions relatives au processus budgétaire du CCI, et les différences entre les dispositions révisées proposées par l'OMC et par l'ONU. Le Comité consultatif note au paragraphe 7 du document A/C.5/52/45 que d'après l'OMC, les propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport (A/C.5/52/25) ne répondent pas entièrement à ses préoccupations.

11. Le Comité consultatif considère que le processus budgétaire actuel du CCI et les propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport (A/C.5/52/25) ne répondent pas pleinement à la nécessité de mettre en place des dispositions simplifiées, notamment celles demandées par le Conseil général de l'OMC. Considérant la situation particulière du Centre, il estime qu'il faudrait mettre en place des dispositions simplifiées qui, à la fois répondent aux préoccupations de l'OMC exprimées par le Conseil général en 1995 et permettent à l'ONU de continuer à jouer son rôle dans l'administration financière du Centre. De l'avis du Comité, à partir du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001, la procédure simplifiée pourrait comporter les éléments ci-après :

a) Au mois de mai de l'année précédant l'exercice biennal de l'ONU, le CCI présenterait à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité consultatif, le plan général de son projet de budget pour la première année de l'exercice biennal suivant, avec une estimation préliminaire des ressources à prévoir pour la deuxième année. Le montant annuel des ressources nécessaires serait libellé en francs suisses (comme dans le budget de l'OMC). Sur la base des recommandations du Comité consultatif, l'Assemblée générale, durant le printemps de l'année en question, approuverait le montant en francs suisses indiqué dans le plan général du projet de budget du CCI pour l'exercice biennal considéré. Un fascicule initial du projet de budget-programme de l'ONU, établi sur la base de ce plan général, serait présenté à l'Assemblée générale en dollars des États-Unis dans le contexte de la présentation de l'ensemble du projet de budget-programme, le taux de change utilisé étant celui appliqué pour le projet de budget-programme dans son ensemble;

b) Simultanément, le CCI présenterait le plan général de son projet de budget-programme libellé en francs suisses au Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC, pour approbation;

c) Compte tenu des décisions prises par les organes délibérants de l'ONU et de l'OMC, le CCI présenterait son projet de budget-programme à l'Assemblée générale et au Conseil général de l'OMC durant l'automne de l'année précédant l'exercice biennal de l'ONU. Le document présenté à l'Assemblée générale se présenterait sous la forme d'un fascicule révisé du projet de budget-programme de l'ONU. À cette fin, le Secrétariat de l'ONU, par l'intermédiaire de sa Division du budget, continuerait à fournir l'appui nécessaire au CCI;

d) Le projet de programme de travail du CCI serait examiné par les organes intergouvernementaux compétents;

e) Le CCI continuerait à présenter son projet de budget annuel libellé en francs suisses à l'OMC, conformément aux procédures établies pour la présentation du budget de l'OMC et l'établissement des rapports correspondants, en tenant compte du montant approuvé de la part revenant à l'ONU dans le budget du CCI;

f) Les comptes du CCI continueraient à être gérés par l'ONU, et ses états financiers à être certifiés et présentés à l'Assemblée générale et au Conseil général de l'OMC par le Contrôleur de l'ONU. Les activités du Centre continueraient à être soumises à un contrôle interne et à une supervision exercés par le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat de l'ONU et les constatations correspondantes à être communiquées à l'Assemblée générale et au Conseil général de l'OMC par le Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU continuerait à vérifier les comptes et les activités du CCI, et ses constatations continueraient à être présentées à l'Assemblée générale et au Conseil général de l'OMC par le Secrétaire général.
